

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Orléans, le 12/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE**

ZI des Yvaudières - rue du Colombier  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : VAT20260144  
Code AIOT : 0010004838

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE implanté ZI des Yvaudières - rue du Colombier 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 26/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE
- ZI des Yvaudières - rue du Colombier 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010004838
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE est une plateforme logistique autorisée par arrêté préfectoral le 22 juin 2005 à Saint-Pierre-des-Corps. La plateforme est composée de deux bâtiments, Saint-Pierre-des-Corps 1 et Saint-Pierre-des-Corps 2, comprenant chacun deux cellules.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- AR - 9
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	NC5 de la visite d'inspection du 15/03/2022	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Système de détection automatique d'incendie - Présence	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 - Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Système de détection automatique d'incendie - Test sprinklage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 - Annexe II	Mise en demeure, respect de prescription	21 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative au titre ICPE - 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
3	Etat des matières	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées, périodicité et disponibilité - 1510		
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser le report d'alarme sonore automatique au déclenchement du dispositif de sprinklage.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> </ul> <p>les différents documents prévus par le présent arrêté.</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de présenter les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/06/2005 ;</li> </ul>

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/11/2012 ;
- les études d'impact et de dangers ;
- le plan des réseaux.

L'exploitant déclare qu'il n'est pas en mesure de retrouver l'ensemble du dossier d'autorisation environnementale. Il indique pouvoir le retrouver dans les documents d'archives du site mais ne pas en disposer dans l'immédiat.

Seul le plan des réseaux a été présenté à l'inspection des installations classées. En revanche, ne sont pas présents sur ce plan les réseaux d'eau potable. L'exploitant indique être en attente d'un plan des réseaux complet pour le deuxième semestre 2026.

**Constat d'écart :** L'exploitant ne dispose pas d'un dossier comprenant l'ensemble des éléments fixés par le point 1.2 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017. Les éléments manquant concernent notamment les documents suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/06/2005 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/11/2012 ;
- les études d'impact et de dangers ;
- le plan des réseaux complet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

## N° 2 : Situation administrative au titre ICPE - 1510

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Appréciation des dangers

**Prescription contrôlée :**

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

**Constats :**

L'état des stocks fourni à la date de la visite comporte les volumes suivants :

Rubrique	Nom	Régime actuel	Seuil	Stock
1510-2	E n t r e p ô t s c o u v e r t s	E	Supérieur ou égal à 900 000 m3 (A) Supérieur ou égal à 50 000 m3 mais inférieur à 900 000 m3 (E)	Volume de l'entrepôt : 334 710 m3  Volume de p r o d u i t s combustibles : 15 986 m3
4320-2	A é r o s o l s inflammables	D	Supérieure ou égale à 150 t (A) Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D)	8,83 t
4755-1	A l c o o l s d e b o u c h e d ' o r i g i n e agricole entre 16 et 40°	NC	Supérieure ou égale à 5000 t (A)	0
4755-2b	A l c o o l s d e b o u c h e d ' o r i g i n e agricole > 40°	DC	Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup> (A) Supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup> (DC)	0
2910-A2	Combustion	DC	Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	1,2 MW
1450	S o l i d e s facilement inflammables	D	Supérieure ou égale à 1 t (A) Supérieure ou égale à 50 kg	0

			égale à 50 kg mais inférieure à 1 t (D)	
4510-2	Dangereux pour l'environnement catégorie 1	DC	Supérieure ou égale à 100 t (A) Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)	5,43 t
4741	Eau de javel nommément désignée NaClO H410	DC	Supérieure ou égale à 200 t (A) Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t (DC)	0,86 t
4331	L i q u i d e s inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	NC	Supérieure ou égale à 1000 t (A) Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t (E) Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)	1,25 t
4440	S o l i d e s combustibles de catégorie 1, 2 ou 3	NC	Supérieure ou égale à 50 t (A) Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)	0,86 t

L'exploitant présente le tableau de classement transmis à l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 15 mars 2022. Les tonnages correspondants à la date du jour de la visite par rubrique sont précisés à l'inspection. Les tonnages indiqués sont cohérents avec les rubriques du tableau de classement transmis le 15 mars 2022. L'exploitant confirme que les tonnages indiqués correspondent à l'ensemble du périmètre de l'autorisation environnementale

(4 cellules de stockage).

L'exploitant projette d'exercer une activité relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4741 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Demande** : L'exploitant transmet à Monsieur le Préfet et à l'inspection des installations classées une mise à jour du tableau de classement du site. L'exploitant pourra utilement doubler cette transmission d'un porter-à-connaissance afin d'informer Monsieur le Préfet de son projet d'exercer une activité relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4741 de la nomenclature des installations classées (articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement).

**Constat** : Absence d'écart.

**Type de suites proposées** : Sans suite

**N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I

**Thème(s)** : Actions nationales 2026, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

**Prescription contrôlée :**

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[,,,]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

L'exploitant utilise le logiciel INFOLOG qui permet la mise à jour en temps réel de l'état des stocks pour l'ensemble des cellules. Tous les soirs, l'exploitant exporte spécifiquement l'état des stocks

du jour, pour les deux parties du site appelées Saint-Pierre des Corps 1 et Saint-Pierre des Corps 2. L'état des stocks est également produit quotidiennement sous format synthétique, comportant uniquement les quantités de matières dangereuses et leur répartition dans les quatre cellules. Les mentions de danger sont également mentionnées.

En doublon de l'état des stocks renseignés à partir des entrées et des sorties de produits, l'exploitant effectue un inventaire physique tournant sur une période de quinze jours.

Suite à une demande de l'inspection par sondage, l'exploitant présente la fiche de données de sécurité relative à la JAVEL (produit < 5% de chlore). L'exploitant détient un dossier accessible en ligne sur lequel sont recensées les fiches de données de sécurité. L'inspection rappelle que les fiches de données de sécurité doivent pouvoir être accessibles à tout instant. La fiche de données de sécurité présentée date du 29 septembre 2017 et concerne le produit Auchan intitulé "Eau de Javel - Agrumes". Les mentions de dangers inscrites sont : dangereux pour l'environnement et corrosif.

**Constat : Absence d'écart.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Connaître les quantités de matières dangereuses

##### **Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

##### **Constats :**

L'état des stocks présenté comporte la liste des substances dangereuses et non dangereuses par cellule, avec mention des classes de danger et des rubriques associées. Cet état des stocks est extrait tous les soirs du logiciel utilisé par AUCHAN pour l'exploitant.

Un plan schématique du site situe les rubriques ICPE au sein du bâtiment Saint-Pierre des Corps 1. Ce plan est considéré comme peu lisible par l'inspection des installations classées : les pictogrammes de danger n'y figurent pas ; les proportions du site ne sont pas respectées ; les murs séparatifs et les cellules de stockage ne sont pas clairement identifiés. L'absence de produits

dangereux dans le bâtiment Saint-Pierre des Corps 2 n'est pas clairement indiquée.

L'état des stocks présenté indique 8,63 t de Javel dans la cellule B du bâtiment 1. Au niveau de la cellule B, l'inspection constate la présence de 13 packs au sol et 48 packs en hauteur de 48 bouteilles de 250 ml. Cela correspond à 732 litres d'eau de Javel, ce qui est cohérent avec le tonnage indiqué sur le logiciel.

**Constat d'écart :** L'exploitant ne dispose pas d'un plan de l'exploitation mentionnant clairement les pictogrammes de danger aux substances dangereuses stockées et la présence de matières combustibles non dangereuses pour Saint-Pierre des Corps 1 et Saint-Pierre des Corps 2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 5 :** Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Inventaire synthétique

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

[,,,]

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

**Constats :**

L'état des stocks sous format synthétique est compréhensible par le public (quantités renseignées par famille de danger).

**Constat :** Absence d'écart.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** NC5 de la visite d'inspection du 15/03/2022

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 4.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Aménagement et exploitation

**Prescription contrôlée :**

Le stockage des alcools de bouche est situé dans une partie de cellule spécifique prévue à cet effet dans le bâtiment B (adossée au mur coupe-feu du bâtiment C).

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tout déversement direct dans le réseau d'eau pluvial ou d'égout.

À cette fin, les matières ainsi canalisées doivent de manière gravitaire être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment d'un volume au moins égal à 100 % du volume d'alcool stocké (330 m³). Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par écoulement.

Les produits incompatibles avec ces alcools de bouche ne sont pas associés dans la même rétention.

La zone de stockage sera bien ventilée de telle façon à ce qu'il n'y ait pas accumulation de vapeurs inflammables. Les récipients en verre non garantis par une enveloppe les protégeant des chocs seront stockés dans des caisses rigides comportant des cloisonnements empêchant le heurt de deux récipients.

#### Constats :

La zone de stockage des alcools de bouche n'est pas équipée d'une rétention spécifique extérieure sécurisée.

L'exploitant explique ne plus stocker d'alcools de bouche sur le site de façon définitive, raison pour laquelle il n'a pas effectué les travaux pour équiper la zone de stockage d'une capacité de rétention spécifique. L'exploitant n'a pas transmis de porter-à-connaissance à l'inspection des installations classées pour solliciter la suppression de la rubrique 4755-2b (alcools de bouche d'origine agricole > 40°) pour lequel le site est actuellement en régime de déclaration avec contrôle périodique.

L'exploitant doit justifier la mise en place de la capacité de rétention spécifique, ou notifier à l'inspection des installations classées de l'arrêt de la rubrique 4755-2b.

**Constat :** La zone de stockage des alcools de bouche n'est pas équipée d'une rétention spécifique extérieure sécurisée.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les actions correctives pour répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : Système de détection automatique d'incendie - Présence

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 - Annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Présence d'un système de détection automatique d'incendie

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [...] Cette

bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [...] Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.[...]

#### Constats :

L'exploitant explique le fonctionnement de la détection incendie sur le site. Le site dispose d'une télésurveillance 24/24 par une société de télésurveillance située à Lille. La société est alertée en cas de déclenchement du groupe motopompe du système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler. La société effectue une levée de doute par caméra et appelle le responsable du site (en heures ouvrées) ou l'astreinte AUCHAN (hors heures ouvrées) en cas de suspicion incendie.

Afin de justifier du respect des dispositions du présent point de contrôle, l'exploitant a présenté :

- Le rapport d'intervention de la société FINSECUR à la date du 26 juin 2025. Ce document mentionne uniquement la vérification des déclencheurs manuels incendie et la diffusion de l'alarme sonore asservie. Il conclut au bon état fonctionnel des installations vérifiées.
- Le rapport de vérifications périodiques du système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler de l'établissement par le bureau VERITAS en date du 9 avril 2025 (vérification du 31/03/2025 au 01/04/2025) . Le fonctionnement des reports d'alarme n'a pas été testé (fiche n°3 du document). Ce document conclut à un avis général non satisfaisant du système d'extinction automatique d'incendie : "*Les vérifications réalisées font apparaître des déficiences auxquelles il y a lieu de remédier.*"

Le plan de défense incendie ENTREPOT SAINT PIERRE DES CORPS en date de janvier 2026 a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. Les logigrammes relatifs à la gestion d'un événement de type incendie ne mentionnent pas le déclenchement d'une alarme sonore automatique.

**Constat d'écart :** L'exploitant ne justifie pas la présence d'une détection automatique d'incendie actionnant une alarme sonore perceptible en tout point des bâtiments SPDC1 et SPDC2.

**Remarque :** Les déficiences relevées lors la la vérification du 31/03/2025 au 01/04/2025 du système d'extinction automatique d'incendie de l'établissement doit faire l'objet d'actions correctives.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les actions correctives pour répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 - Annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Test de fonctionnement via sprinklage

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. [...] Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. [...]

**Constats :**

L'inspection des installations classées s'est rendue dans le local sprinklage du site. 4 postes de sprinklages sont dédiés à la partie Saint-Pierre des Corps 1 (cellules A et B) ; 5 postes de sprinklages sont dédiés à la partie Saint-Pierre des Corps 2 (cellules C1 et C2). Deux groupes motopompes, B1 et B2 sont présents.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a fait procéder à un test d'écoulement d'eau via le point F du poste n°5 (cellule B, bâtiment Saint-Pierre des Corps 1) du système de sprinklage de l'établissement. L'extérieur n'étant pas accessible (contre la paroi du bâtiment Saint-Pierre des Corps 2), l'inspection ne voit pas d'écoulement d'eau à l'extérieur du site, qui est cependant audible. L'inspection constate la baisse de la pression au niveau du poste n°5 (passage de 11,5 bars environ à 8 bars) puis la remontée de la pression jusqu'à 11,5 bars. L'inspection constate l'activation du groupe motopompe B1 dans le local sprinklage ainsi que l'allumage d'un voyant rouge indiquant "FEU" à l'entrée du local sprinklage. L'inspection constate que l'alarme sonore ne s'active pas automatiquement à l'intérieur du bâtiment. La société de télésurveillance contacte l'exploitant et déclare avoir reçu l'alerte incendie à 11h14. **La société de télésurveillance n'est pas en mesure d'indiquer quel est le poste de sprinklage déclenché ni la cellule de stockage concernée.**

Suite au constat d'absence de report d'alarme entre le système de sprinklage et l'alarme incendie, l'exploitant a transmis par courriel du 22/04/2026 une procédure de mesures compensatoires mise en place dans l'attente du report d'alarme sonore automatique.

**Constat d'écart :** L'exploitant ne dispose pas d'un système de détection automatique d'incendie actionnant une alarme sonore perceptible en tout point des bâtiments Saint-Pierre des Corps 1 et Saint-Pierre des Corps 2.

**Dans l'attente de la remédiation à cet écart réglementaire,** l'exploitant renforce ses mesures pour réduire la probabilité d'occurrence d'un incendie (exemple de mesures : surveillance accrue, interdiction de travaux avec point chaud,...). Du personnel, interne ou externe à l'établissement, formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence, a minima pendant les heures

ouvrables. Les objectifs de cette présence permanente sont :

- en cas de détection incendie, d'assurer rapidement l'évacuation des personnes présentes à l'intérieur des locaux.

L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

Le personnel est formé aux mesures visant à renforcer le risque d'apparition d'un incendie.

L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus dans des consignes tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en oeuvre de ces mesures, dans un délai de 15 jours suivant la transmission du présent rapport.

**Remarque :** La société de télésurveillance n'est pas en mesure de localiser la cellule ou les cellules concernée(s) par le déclenchement du système de détection automatique d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place les actions correctives pour répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 21 jours